Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 21 MAI 1839.

RAPPORT fait par M. HENRI DE BROUCKERE, au nom de la section centrale, sur le projet de loi concernant les officiers étrangers, admis au service de la Belgique, pour la durée de la guerre ().*

MESSIEURS,

Le projet de loi relatif aux officiers étrangers a été assez mal accueilli par la plupart des sections, et peut-être ce mauvais accueil doit-il en partie être attribué au peu de sympathie qu'il a généralement rencontré en dehors de cette Chambre.

En effet, il n'est aucun de nous, Messieurs, qui n'ait entendu dire et répéter, que ce n'est pas quand on va mettre l'armée sur le pied de paix, qu'il faut admettre définitivement des étrangers à notre service; que cette admission ne pourrait avoir lieu qu'au préjudice des officiers belges; qu'il serait inexcusable de grever le pays de traitemens et de pensions, alors qu'il va avoir tant de nouvelles charges à supporter.

Mais lorsque l'on se donne la peine d'examiner sous toutes leurs faces et sans prévention les différentes questions que soulève le projet, lorsque l'on se rend bien compte du but que s'est proposé le Gouvernement en le présentant; lorsque surtout l'on calcule avec exactitude sa portée et ses conséquences, que toujours ses adversaires ont exagérées, l'on ne tarde pas à revenir d'une opposition, qui, entière, absolue, comme elle l'est chez quelques-uns, serait aussi injuste qu'impolitique.

Cela est si vrai, Messieurs, que, malgré l'absence de tous renseignemens, celles des sections qui se sont montrées le plus opposées au projet, à l'exception d'une, ont senti elles-mêmes qu'il fallait prendre quelque mesure en faveur des officiers étrangers.

Voici, du reste, le résultat des délibérations des différentes sections.

(*) La section centrale était composée de MM. Fallon, président, Berger, Brabant, Liedts, Mast De Vries, De Terbeck, et Henri De Brouckere, rapporteur.

Les première, quatrième, cinquième et sixième sections rejettent le projet ; mais la première charge spécialement son rapporteur de provoquer à la section centrale des explications de la part du Ministre de la Guerre, et motive son rejet sur le manque de renseignemens où elle s'est trouvée ; mais la quatrième insère dans son procès-verbal, que les officiers étrangers qui ont rendu des services au pays, pourront s'adresser avec confiance à la Législature et se créer par là le moyen de rester au service de la Belgique ; mais la cinquième enfin veut, à l'unanimité, que le Gouvernement soit autorisé, lors du licenciement des officiers étrangers, à leur conserver leur traitement pendant deux ans. Quant aux deux autres sections, la seconde et la troisième, celle-ci adopte purement et simplement le projet, celle-là pense, à la majorité de 4 voix contre 2, qu'il est impossible d'émettre un vote, sans avoir reçu des explications, et que si parmi les officiers étrangers il en est qui paraissent n'avoir pas de titres suffisans à être admis définitivement au service belge, d'autres au contraire ont d'incontestables droits à cette faveur.

Ainsi, Messieurs, partout, ou presque partout du moins, l'on a senti que le pays devait faire quelque chose en faveur de bons et loyaux officiers, qui sont venus nous offrir leurs services au moment du danger, qui, pendant huit ans, ont vécu parmi nous, toujours prêts à verser leur sang pour la défense de nos droits et de notre territoire, qui n'ont aujourd'hui qu'un regret, celui de n'avoir pu exposer leur vie pour nous. Partout, ou presque partout, l'on a compris que les congédier brusquement, quand on croit n'avoir plus besoin d'eux, ne serait pas seulement un acte de haute ingratitude, mais encore un acte d'imprévoyance et de maladresse.

Ce serait un acte d'imprévoyance et de maladresse, parce que nous pouvons nous trouver encore dans une position à devoir recourir à nos alliés. et que nous nous exposerions à les trouver sourds à notre appel, si nous leur avons montré une fois, que nous tenons pour rien la bonne volonté et le dévouement, que nous ne reconnaissons que *les services de guerre* bien et dûment constatés.

Ce serait un acte d'ingratitude, car un pays pas plus qu'un particulier, ne congédie ainsi d'un jour à l'autre ceux qui l'ont loyalement servi pendant huit ans, et cela par le seul motif qu'il peut se passer d'eux. Je sais que l'on objecte à cela que les officiers étrangers ont su, lorsqu'ils ont été appelés en Belgique, que ce n'était que pour la durée de la guerre. Mais ont-ils pu penser que cet état de guerre ou de quasi-guerre, durerait huit ans ? Ont-ils pu penser que pendant ces huit années, ils ne trouveraient pas même l'occasion d'acquérir un peu de gloire ? Non, Messieurs, car bon nombre d'entre eux, si on leur avait dit en 1831, venez tenir garnison en Belgique, venez y partager la fatigue des camps pendant huit années, après quoi, vous retournerez chez vous comme vous en étiez partis, eussent répondu par un refus formel.

Et d'ailleurs, Messieurs, ces officiers étrangers, dont la présence semble être si à charge à quelques-uns, sont-ils bien nombreux ? Leurs appointemens, dont on craint tant de voir grever nos Budgets, s'élèvent-ils à une somme bien importante ? Voyons :

L'armée belge compte 2,764 officiers de tout grade, savoir : 7 généraux de division, 16 généraux de brigade, 49 colonels, 53 lieutenans-colonels, 159 majors, 361 capitaines de 1^{re} classe, 357 capitaines de 2^{me} classe, 766 lieutenans et 991 sous-lieutenans. Leurs appointemens montent à 7,482,790 francs.

De ces 2,764 officiers, il n'en est que 37 auxquels pourrait s'appliquer la loi présentée par le Gouvernement, savoir : 1 général de division, 2 généraux de brigade, 2 lieutenans-colonels, 4 majors, 22 capitaines et 6 lieutenans, et le total de leurs appointemens s'élève à 172,500 francs. (*Voyez les tableaux imprimés à la fin du rapport.*)

Mais de ces 37 officiers, 13 sont polonais, c'est-à-dire malheureux, sans fortune, sans patrie, et loin que ce soit un titre à la bienveillance du Gouvernement qui pèse sur leur pays que d'avoir figuré pendant ces derniers temps dans les cadres de notre armée, cette seule circonstance suffirait peut-être pour que l'on prolongeât leur exil. Personne assurément ne voudrait que le Gouvernement fût forcé de les congédier à la paix et de les placer ainsi dans une position d'autant plus pénible, qu'ils n'ont pu, ni faire des économies, ni se préparer à une autre carrière. On le voudrait d'autant moins qu'ils n'ont pu avoir, eux, en s'établissant chez nous, la pensée de rentrer dans leur patrie, qu'ils ont regardé la Belgique comme une patrie nouvelle, et qu'à différentes époques, ils ont sollicité leur admission définitive.

Les 24 autres officiers étrangers sont français, à l'exception d'un, et figurent dans les cadres de l'armée française : la plupart rentreront dans leur patrie, soit quand ils pourront y être placés convenablement, soit quand ils y auront obtenu le grade qui leur a été accordé ici, ce qui ne peut arriver que successivement, et dans un délai plus ou moins long. Aussi n'aura-t-il pas échappé à votre attention, Messieurs, que le Gouvernement n'a point exprimé la pensée qu'il fallût admettre définitivement tous les officiers étrangers, mais qu'il a lui-même annoncé le projet de n'en conserver une partie, que pour un temps indéterminé.

Le Ministre de la Guerre, appelé dans le sein de la section centrale, lui a donné sur ses intentions, des explications telles, qu'elle eût éprouvé peu de répugnance à admettre le projet de loi tel qu'il est formulé.

Cependant, Messieurs, deux motifs l'ont particulièrement engagée à modifier ce projet. Le premier, c'est que les explications données par le Ministre ne le lieraient pas d'une manière positive, et surtout ne lieraient pas son successeur, dans le cas où il ne conserverait pas la direction de son Département jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le sort de tous les officiers étrangers : le second, c'est que ces explications entraînent nécessairement à citer des noms propres, et par là même sont de nature à ne pouvoir être reproduites en public. Or la section centrale n'est pas en droit d'exiger de votre part une confiance assez illimitée, pour qu'elle prene sur elle de vous engager à voter la loi sur la simple assurance donnée par elle, qu'elle a été satisfaite de ce que le Ministre lui a dit, relativement à l'usage qu'il ferait de la loi, si elle était conforme au projet.

Dans cet état de choses, la section centrale a résolu de substituer au projet ministériel une proposition, qu'elle croit de nature à répondre à la plupart des objections élevées contre ce projet, à concilier tous les intérêts et à satisfaire le Gouvernement lui-même. Cette proposition, qui d'ailleurs se rapproche plus ou moins de l'opinion émise par les diverses sections et nommément par la quatrième et par la cinquième, tend à faire proroger de deux ans le terme pour lequel ont été admis les officiers étrangers reçus provisoirement au service belge.

Pendant ces deux ans, ceux qui croiront avoir des titres à être admis définitivement, pourront demander la naturalisation, et la Législature jugera de la validité des titres de chacun d'eux. La plupart des autres auront pu rentrer dans leur pays : et si après ce terme de deux ans, il en reste quelques-uns qui n'aient pris aucun parti, qui n'aient pu obtenir une position satisfaisante, ou dont la présence en Belgique soit encore jugée utile, le Gouvernement pourra alors présenter aux Chambres une nouvelle mesure, qui, dans tous les cas, ne s'appliquera qu'à un bien petit nombre d'individus.

J'ajouterai, Messieurs, que le Ministre de la Guerre a déclaré se rallier au projet de la section centrale.

Bruxelles, le 21 mai 1839.

Le Rapporteur,

HENRI DE BROUCKERE.

Le Président,

FALLON, ISTD.

PROJET DE LOI.

Léopold, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut;

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et nous arrêtons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La disposition de l'art. 3 de la loi du 22 septembre 1831, en ce qui concerne les officiers étrangers admis au service de la Belgique, est prorogée pour un terme de deux ans, à partir de la ratification du traité du 23 avril.

Mandons et ordonnons, etc.

1^{er} TABLEAU.

ÉTAT NUMÉRIQUE DES OFFICIERS DE L'ARMÉE.

ARMES.	Généraux de division.	Généraux de brigade.	Colonels.	Lieut.-colon.	Majors	CAPITAINES		Lieutenans.	Sous-lieuten.	TRAITEMENS.
						de 1 ^{re} classe.	de 2 ^{me} classc.			
État-major général .	7	16	»	»	»	»	»	»	»	303,900
Command ^s de prov ^e .	»	»	4	»	»	»	»	»	»	33,600
Corps d'état-major. .	»	»	4	2	8	9	4	10	1	183,040
État-major de place .	»	»	7	10	15	13	13	11	12	260,720
Élèves de l'école mill ^e .	»	»	»	»	»	»	»	»	38	57,000
Infanterie	»	»	16	23	88	217	249	532	663	3,964,850
Cavalerie.	»	»	8	9	23	53	50	96	173	1,412,550
Artillerie	»	»	6	8	15	41	28	83	40	754,050
Génie.	»	»	3	4	7	11	11	5	8	207,150
Gendarmerie	»	»	1	1	2	9	»	9	21	153,700
Artificiers sédent ^s .	»	»	»	»	»	1	»	1	1	8,800
Train d'artillerie . .	»	»	»	1	»	2	2	4	7	57,450
Gardes d'artillerie. .	»	»	»	»	»	3	»	12	12	59,330
Compagnies sédent ^s .	»	»	»	»	1	2	»	3	6	26,450
TOTAUX.	7	16	49	58	159	361	357	766	991	7,482,590

Total général 2,764 officiers.

ÉTAT NUMÉRIQUE des officiers auxquels s'applique le projet de loi.

	DIVISION PAR ARME.				TRAITEMENS.
	ÉTAT-MAJOR.	INFANTE-RIE.	CAVALERIE	ARTILLE-RIE.	
1 Général de division	1	»	»	»	fr. 16,900
2 Généraux de brigade	2	»	»	»	23,200
2 Lieutenans-Colonels	»	2	»	»	11,800
4 Majors.	1	3	»	»	20,650
22 Capitaines	5	6	3	8	84,200
6 Lieutenans	»	1	3	2	15,750
37 Officiers	9	12	6	10	fr. 172,500